



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Vie privée

La Chine régule la collecte de données personnelles en ligne

Le gouvernement chinois a adopté une loi pour limiter la collecte...

• (Page 08)

Opportunités

La BIDC recrute de jeunes diplômés

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), s'est assignée pour...

• (Page 10)



Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Paris

• (Page 03)

La REF 2021 renforce la francophonie économique



Togo / Conseil des Ministres

• (Page 05)

Approbation de la charte des PME et TPME

Niger

Le Dg/BRVM reçu par le Premier ministre Ouhoumoudou

Le Premier Ministre nigérien Ouhoumoudou Mahamadou s'est entretenu, dans...

• (Page 02)

71ème session du Comité régional de l'OMS

Victoire Tomégah-Dogbé a pris part aux travaux

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé a pris part en visioconférence à l'ouverture ...

• (Page 04)

Forum Singapour-Afrique 2021

Les défis sont les opportunités malgré Covid-19

La pandémie mondiale de Covid-19 ne devrait pas freiner l'appétit des investisseurs en...

• (Page 06)

Erosion côtière

Gbodjomé Sanvee-Kondji au cœur d'une EIES

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari...

• (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

Source : BCEAO

Niger

Le Dg de la BRVM discute de ses opérations avec le Premier ministre Ouhoumoudou

Le Premier Ministre nigérien Ouhoumoudou Mahamadou s'est entretenu, dans l'après-midi de ce mardi 24 Août 2021, avec le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'UEMOA, M. Edoh Kossi Amenounve.

Nous sommes venus voir le Premier Ministre pour lui faire le point des activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières au cours des dernières années, notamment les interventions des Etats pour les émissions obligataires mais également l'évolution de la situation des sociétés cotées à la BRVM », a déclaré à la presse le Directeur Général de la BRVM à sa sortie d'audience. M. Edoh Kossi Amenounve a ensuite souligné qu'il a saisi cette occasion pour témoigner dès à profonde gratitude au Président nigérien pour sa vision et au Gouvernement du Niger « pour son engagement à accompagner le développement du marché financier de l'UEMOA comme en témoigne la dernière opération qui vient d'être réalisée avec un grand succès sur un montant de 165 milliards de Franc Cfa ». Le Directeur Général de la BRVM de faire



savoir qu'ils ont également échangé avec le Premier Ministre Ouhoumoudou sur les questions de financement des petites et moyennes entreprises (PME), particulièrement sur la façon de voir comment l'Etat du Niger peut accompagner ces PME dans le cadre de leurs opérations, leurs financements et leurs développements. « Nous avons également parlé sur la question des mines et

du secteur minier, à savoir le financement de ce sous-secteur qui nous semble aujourd'hui être le secteur d'avenir pour le Niger et nous avons exprimé notre souhait, en tant que Bourse, d'accompagner les actions du Gouvernement en matière de financement à long terme des industries extractives au Niger », a conclu M. Edoh Kossi.

Avec anp.ne

Togo

La Chine sur un projet de télévision par satellite dans 200 villages

La Chine va accompagner le Togo dans le déploiement de la télévision par satellite dans 200 villages, a annoncé lundi dernier Qian Keming, vice-ministre du commerce du géant asiatique.

Selon le responsable chinois, les deux parties avancent sur la signature des "lettres d'échanges" pour le démarrage du projet. "La partie chinoise s'engage à favoriser la réalisation de ce projet après la signature des lettres", a promis Qian Keming. La fourniture de 200 villages togolais en équipements d'accès à la télévision par satellite s'inscrit dans le cadre d'un large programme déployé sur le continent par l'Etat chinois et qui devrait toucher plus de 10 000 villages dans 20 pays africains, d'après les informations. Des projets du même type - visant le passage de la télévision analogique à la télévision numérique terrestre (TNT) - ont déjà été



développés par StarTimes, le groupe international de médias d'origine chinoise, au Bénin (200 villages) et en Ouganda (400 villages). Concrètement, dans ces deux pays, le modèle consiste à équiper des lieux publics pour permettre la réception gratuite de plus d'une vingtaine de chaînes dont les télévisions nationales. A cela, s'ajoutent la distribution de kits de réception par satellite

à des foyers et la formation des techniciens locaux. Au Togo, le projet de passage à la TNT prévu pour démarrer en 2019, piétine, bien que depuis octobre 2019, l'un des plus importants obstacles - l'inexistence de cadre législatif et réglementaire, ait été levé avec l'adoption de la loi autorisant le passage à la TNT.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS ...

Changement climatique, quelle voie pour l'Afrique ?

Malgré la projection d'une diminution des précipitations moyennes sur presque toutes les régions d'Afrique, de fortes précipitations et des inondations pluviales sont probables. L'augmentation des extrêmes humides a des effets considérables sur presque tous les secteurs socio-économiques, de l'agriculture à l'eau, en passant par l'environnement et les infrastructures. Ce sont quelques-uns des secteurs clés du développement socio-économique.

Ceci – aggravé par la croissance démographique – donne une image inquiétante des défis qui nous attendent. Ceci est susceptible d'élargir l'écart de développement existant, appelant à des efforts concertés pour renforcer les mécanismes de réponse aux futurs défis posés par le changement climatique. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – un organisme de l'ONU chargé de fournir des informations scientifiques sur le changement climatique – a publié un nouveau rapport majeur, rassemblant les preuves d'un large éventail d'observations climatiques actuelles et anciennes. Il s'agit de la compréhension la plus récente du changement climatique, rassemblant les dernières avancées de la science du climat.

Il est crucial que nous ayons une bonne compréhension des résultats car ils donnent une indication de ce à quoi pourrait ressembler notre avenir.

Selon le rapport, le réchauffement climatique est évident, chacune des quatre dernières décennies étant successivement plus chaude que toutes les décennies qui l'ont précédée depuis 1850. Les précipitations moyennes sur terre ont également augmenté depuis le milieu du 20e siècle. De plus, il existe un degré de confiance élevé selon lequel le niveau moyen de la mer a augmenté de 0,15 à 0,25 m entre 1901 et 2018.

La principale préoccupation est qu'à mesure que le réchauffement se poursuit, les événements climatiques plus extrêmes, tels que les sécheresses, devraient augmenter à la fois en fréquence et en intensité. Ce réchauffement est principalement dû aux émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines telles que la combustion de combustibles fossiles (charbon, gaz naturel et pétrole) et la production de charbon.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Paris

La REF 2021 renforce la francophonie économique

Les organisations patronales francophones réunies pour la première fois à l'occasion de la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF) les 24 et 25 août 2021 à l'hippodrome de Paris Longchamp, ont signé ce 24 Août 2021 la déclaration de Paris sur le renforcement de la francophonie économique.



DÉCLARATION DE PARIS SUR LE RENFORCEMENT DE LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

Paris, le 25 août 2021

Nous, organisations patronales francophones, réunies à Paris les 24 et 25 août pour La Rencontre des Entrepreneurs Francophones (LaREF Francophone) :

- Rappelons le poids économique et les perspectives de croissance de l'espace francophone :** 512 millions de locuteurs partageant une même langue (700 millions en 2060), 16 % du PIB mondial, des pays connaissant de forts taux de croissance, des entreprises de toutes tailles et évoluant dans tous les secteurs d'activités économiques, innovantes et compétitives comptant de nombreux leaders mondiaux, des places financières de première importance, un droit des affaires ayant une base commune, une capacité d'innovation forte et une démographie dynamique avec une population jeune (3/4 de nos populations auront moins de 30 ans en 2060).
- Sommes convaincus que la richesse de la francophonie provient des flux entre nos entreprises** et que ceux-ci doivent croître : plus d'échanges commerciaux, plus d'investissements croisés, plus de partenariats. Notre langue doit être un levier d'opportunités concrètes pour obtenir un financement, réaliser un projet ou accélérer un développement commercial.
- Portons une francophonie économique d'actions et de solutions.** Actions par et avec les entreprises privées que nous représentons : solutions pour l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, pour la formation des actifs, pour la création d'entreprises mais aussi propositions sur des défis contemporains : développements urbains responsables, transformation numérique maîtrisée, renforcement des infrastructures, transition écologique qui préserve les capacités de développement et de croissance, déploiement d'une RSE adaptée aux réalités locales, commerce mondial ouvert avec une concurrence loyale. Nous travaillerons ensemble sur tous les sujets susceptibles de faciliter et accélérer les projets francophones sur ces enjeux.
- Affirmons notre attachement à coopérer, dans un esprit de partage et d'efficacité,** avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Forum francophone des Affaires (FFA), les États et collectivités territoriales, les élus, les partenaires techniques et financiers internationaux, les organismes de coopération régionale et internationale, les organisations non gouvernementales ainsi que les organisations des autres grandes zones linguistiques et toutes les composantes de nos sociétés.
- Appelons à la mobilisation des forces économiques francophones dans le cadre du Sommet de Djerba** qui se tiendra les 20 et 21 novembre 2021 en Tunisie. Un forum économique international sera organisé en marge du sommet politique. Il constituera une étape importante pour prolonger le travail amorcé à Paris et pour porter un agenda économique francophone au service de nos entreprises et de nos populations.

Dans cette perspective, nous sommes heureux d'annoncer :

- L'annualisation d'une rencontre économique francophone (LaREF Francophone) et la transformation du comité de pilotage en une plateforme permanente de dialogue et de coordination des patronats francophones, préfiguration d'une structuration plus profonde de nos actions à terme.**



SOUS LE HAUT PATRONAGE D'EMMANUEL MACRON,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(c)	2019(c)	2020(c)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note : (c) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharaire Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

71ème session du Comité régional de l'OMS

Victoire Tomégah-Dogbé a pris part aux travaux

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé a pris part en visioconférence à l'ouverture des travaux de la 71^e session du Comité régional de l'organisation mondiale de la santé (OMS) qui se tient du 24 au 26 Août 2021 à Lomé en mode virtuelle en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

• Bernard AFAWOUBO

Les travaux de la 71^e session du Comité régional de l'organisation mondiale de la santé se sont ouverts le mardi 24 Août 2021 par visioconférence à Lomé. Cette cérémonie d'ouverture a vu la participation active de la Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé. Consacrée à la santé publique en Afrique, la 71^e session du Comité régional de l'organisation mondiale de la santé qui se tient du 24 au 26 Août 2021, réunit virtuellement 47 ministres de la santé du continent noir, les responsables de l'OMS dont son Directeur général, Dr Tedros Adhanom Gebreyesus, la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dre Matshidiso Moeti et plus de 400 délégués. Au cours des travaux, les délégués vont examiner et approuver les politiques, activités et plans financiers régionaux visant à améliorer la santé et le bien-être des populations. Plusieurs thématiques sont abordées, notamment l'intensification de la riposte à la Covid-19, l'accélération de l'élimination du cancer du col de l'utérus, l'amélioration de l'accès aux technologies d'assistance de la santé numérique, le renforcement d'une riposte intégrée à la tuberculose, au VIH, aux infections sexuellement



transmissibles et à l'hépatite, l'élimination de la méningite à l'horizon 2030 et le financement durable de l'OMS. Mme le Premier Ministre a souhaité au nom du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé la cordiale bienvenue aux délégués avant de faire le point des actions entreprises par le Togo dans la gestion de la riposte de la pandémie de Covid-19. « Pour y faire face, le Togo a adopté une riposte holistique faisant appel à toutes les compétences et à la contribution de tous. Nous avons ainsi mis en place dans notre pays, des organes dédiés. Nous avons réhabilité et construit des centres de prise en charge et de tests et opérationnalisés des mesures d'accompagnement telles que, les transferts monétaires digitalisés aux populations les plus vulnérables et les plus affectées. Le plus récent volet de la lutte engagée contre la pandémie, est celui de la vaccination dont nous avons commencé la campagne en mars 2021. À

ce jour, 350 mille Togolais ont eu au moins une dose de vaccin et 170 mille sont entièrement vaccinés. La lutte contre la Covid-19 s'intègre dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui est issue de notre Plan national de développement et qui vise à bâtir le socle d'une protection sociale élargie à travers la mise en place d'un système de santé robuste, inclusif et résilient. », a déclaré Victoire Tomégah-Dogbé. La Chef du gouvernement a salué les différentes initiatives internationales mises en place pour l'accès aux vaccins sur le continent. À l'issue des travaux, le ministre togolais de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, le Prof Moustafa Mijiyawa a été élu par ses pairs, président de la 71^e session du comité régional de l'OMS avec deux vice-présidents. Il s'agit du ministre de la santé de Botswana et celui de Sao Tomé-et-Principe.



Promotion du « consommer local »

Lancement d'un concours de création de logotype

Dans le cadre de la promotion de la consommation locale au Togo, le ministère du commerce de l'industrie et de la consommation locale, lance un concours de conception d'un logotype pour une meilleure visibilité des produits et services « Made In Togo ».

• Eyram AKAKPO

L'objectif général du concours est de créer un logotype ou une image graphique pour la promotion de la consommation locale qui fédère les différents acteurs de la chaîne de valeur. Il est ouvert à toute personne physique de nationalité togolaise ou morale de droit togolais régulièrement installée dans le pays et à égalité de conditions à tous les candidats et répondant aux critères d'éligibilité établis par le code de passation des marchés publics en vigueur et ses textes d'application. En effet, les candidats intéressés ont jusqu'au plus tard le 10 septembre 2021 à 15 heures pour soumettre leurs offres au secrétariat particulier de la personne responsable des marchés publics du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale. Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres qui seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 10 septembre 2021, à 15 h 30 mn à la salle de conférence du cabinet du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale Le Togo depuis quelques années s'est engagé dans une nouvelle dynamique



de développement avec d'ambitieux programmes économiques et sociaux. Les priorités du développement du pays, définies dans ses documents cadres de développement, tels que le Plan National de Développement (PND 2018/2022) et la Vision Stratégique Togo 2025, visent entre autres, la promotion de la consommation locale. La construction d'une économie dynamique passe incontestablement par le développement des sous-secteurs ou branches de production nationale afin d'améliorer la capacité d'offres de biens et de services et, par la même occasion, satisfaire prioritairement les besoins de consommation au niveau local. Ainsi, face à la concurrence

des produits importés, du fait de la libéralisation des échanges commerciaux, l'intérêt croissant pour la valorisation des biens et services locaux s'est matérialisé par la création d'un département ministériel chargé de promouvoir la consommation locale. Dans ce cadre, plusieurs activités ont été réalisées notamment l'élaboration de la stratégie de promotion de la consommation locale et l'organisation de la première édition du « mois du consommer local. Il s'agit de mettre en valeur le savoir-faire togolais en lui donnant une place de choix dans l'économie nationale et internationale et une meilleure visibilité auprès des consommateurs.

Erosion côtière

Les premiers travaux du WACA vont débuter en Octobre

Les premiers travaux du projet de Résilience des Zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), vont démarrer entre les localités de Gbodjomé au Togo et Sanvi Kondji au Bénin en Octobre prochain, apprend-on.

Globalement, du côté togolais, cette première phase des travaux, va voir la mise en place de sept épis (lignes de roches installées perpendiculairement au bord de l'océan ou sur une berge de rivière pour freiner les courants d'eau et limiter les mouvements de sable) entre Agbodrafo et Kpémé, la réhabilitation de six épis et d'un brise-lames, précédemment construits dans la ville d'Aného. Dans cette même ville durement touchée ces dernières années par l'érosion côtière, une digue en sables de haute mer va être construite

pour faire face aux tempêtes qui surviennent dans la période de juin à septembre. En prélude au démarrage de ces travaux, des études d'impact environnemental et social ont été menées dans les localités concernées. Dans le cadre de ces études, des échanges entre populations et pouvoirs publics se tiennent depuis ce 23 août à Lomé, notamment sur un plan de réinsertion des personnes affectées par les travaux. Pour Foli-Bazi Katari, ministre de l'environnement et des ressources forestières, les travaux de protection des

côtes togolaises ne peuvent être réalisés si l'on ne tient pas compte des communautés installées sur ces côtes. «Le but de ce projet est non seulement d'arrêter l'avancée de la mer mais de mettre en valeur notre littoral pour en tirer tous les bénéfices», a quant à lui indiqué Edem Kokou Tengue, ministre de l'économie maritime de la pêche et de la protection côtière, faisant référence aux travaux d'intérêt socioéconomique prévus, dont une piste cyclable à Aného.

Avec Togo First

Baromètres Togo							
Investissement Direct Etranger				Indicateurs du commerce extérieur			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2016	2017	2018	Importations de biens (millions USD)	2015	2016	2017
Stocks d'IDE (millions USD)	-46	88	102	Exportations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Nombre d'investissements greenfield***	1.474	1.772	1.790	Importations de services (millions USD)	1.227	1.290	1.138
IDE entrants (en % de la FBCF****)	2	1	2	Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	21,0	n/a	n/a	Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
	39,7	n/a	n/a	Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
				Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
				Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
				Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
				Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Togo / Conseil des ministres

Approbation de la charte des PME et TPME

Au Togo, le Conseil des ministres du mercredi 25 août 2021 s'est penché entre autres sur l'examen des textes relatifs aux mesures de soutien aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), ainsi que sur le secteur de la santé en l'occurrence l'accès aux soins de santé pour les populations. Le conseil a adopté un premier projet de décret portant approbation de la charte des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME).



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Gouvernement

Communiqué du Conseil des Ministres

Lomé Mercredi 25 Août 2021

1. Le conseil des ministres s'est réuni ce mercredi 25 août 2021 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

2. Le conseil a examiné un avant-projet de loi et trois (03) projets de décret.

I. AU TITRE DE L'AVANT-PROJET DE LOI,

3. Le conseil a poursuivi l'examen de l'avant-projet de loi instituant l'Assurance maladie universelle au Togo.

4. S'inscrivant dans le cadre des mécanismes d'inclusion prévus à l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale, cette réforme vise à garantir l'accès de toutes les couches de la population à des soins de santé de qualité à travers un mécanisme de mutualisation des risques et de solidarité dans le financement.

II. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET,

5. Le conseil a adopté un premier projet de décret portant approbation de la charte des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME).

6. Les TPME constituent aujourd'hui la base du tissu économique du Togo et participent de manière significative à la croissance économique, à la création d'emplois, à la valorisation de l'innovation, au développement régional et local et au renforcement de la cohésion sociale.

7. Leur développement durable requiert outre un environnement global incitatif et cohérent, un dispositif d'appui direct performant et une offre de financement adaptée.

8. Ce décret s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme « R4 » relative au renforcement des mécanismes d'appui aux TPME contenue dans la feuille de route gouvernementale.

9. Le conseil a ensuite adopté le projet de décret fixant les règles, les conditions et les modalités de transport de marchandises dangereuses par mer, ainsi que de leur stockage et leur gestion dans les ports et les espaces maritimes sous juridiction togolaise.

10. Ce projet de décret permettra de réduire sensiblement les risques d'accidents liés au transport par voie maritime et le stockage des marchandises dangereuses dans les espaces portuaires et leurs dépendances.

11. Il permettra également de protéger davantage la vie humaine, l'environnement, les équipements et à donner une garantie de sécurité et de sûreté importante pour les populations et pour les armateurs internationaux dans le choix de leurs ports de destination.

12. L'adoption de ce texte s'inscrit dans la volonté de notre pays de se positionner comme le premier hub logistique de la sous-région.

13. Le conseil a adopté un dernier projet de décret projet portant création du programme national d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né.

14. Le programme national d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né dénommé « WEZOU », a été conçu dans le but de réduire les taux de mortalité maternelle et néonatale, conformément au renforcement de l'inclusion sociale et à la modernisation de l'Etat telles que prévues dans la feuille de route gouvernementale.

15. Ce programme intègre de façon progressive, l'ensemble des prestations de prise en charge de la femme enceinte depuis la confirmation de la grossesse jusqu'au 42ème jour après l'accouchement.

16. L'adoption de ce décret est dans la droite ligne des mesures de protection sociale en complément de mesures comme school assur, l'assurance maladie portée par l'INAM et préfigure le dispositif d'assurance maladie universelle en cours d'examen.

Fait à Lomé, le 25 août 2021

Le Conseil des Ministres

communication@presidence.gouv.tg

Singapour-Afrique 2021**Les défis sont les opportunités malgré Covid-19**

La pandémie mondiale de Covid-19 ne devrait pas freiner l'appétit des investisseurs en Afrique. Le continent reste une destination d'investissement de choix malgré les défis, ont entendu aujourd'hui les panélistes lors d'une séance d'ouverture du Forum des affaires Afrique Singapour 2021.

● **Nicole ESSO**

Le commerce entre Singapour et l'Afrique n'a cessé de croître au cours des cinq dernières années, Singapour faisant partie des 10 premiers investisseurs en Afrique. Plus de 100 entreprises singapouriennes opèrent actuellement dans 50 pays africains dans les secteurs du pétrole et du gaz, de la consommation, du numérique, de l'agro-industrie et du commerce. S'adressant à Tharman Shanmugaratnam, ministre principal et ministre chargé de la coordination des politiques sociales, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, a évoqué la récession mondiale et les perturbations des marchés africains causées par Covid-19. Mais il a exprimé son optimisme quant aux opportunités d'investissement. "Vous ne pouvez pas ignorer les marchés africains... L'Afrique est ouverte aux investisseurs", a déclaré Adesina, soulignant que "les défis sont les opportunités". Interrogé sur les secteurs offrant le plus de potentiel d'investissement, Adesina a cité les énergies renouvelables, telles que les mini et micro-réseaux, le solaire, les infrastructures et la logistique. L'événement annuel identifie les opportunités dans les secteurs et domaines clés, y compris la technologie numérique, le financement, l'innovation, la fabrication, la durabilité et les solutions urbaines. Viswanathan Shankar, co-fondateur et PDG de Gateway Partners, a animé la conversation, intitulée Leapfrogging the World : Innovation and Sustainability in

Africa. Shanmugaratnam a exhorté les investisseurs singapouriens à adopter une vision à la fois à court et à long terme du climat d'investissement, qui, à son avis, a permis à l'Afrique de rebondir à court terme et de continuer à être une destination d'investissement importante à long terme, avec de nombreuses opportunités encore incontestées. « L'Afrique est assez différente. Le profil de croissance de l'Afrique, c'est un environnement qui n'est pas dominé par les grands acteurs... c'est un champ ouvert... prenez pied, trouvez les bons partenaires », a-t-il déclaré.

Révolution numérique, Afrique Zone de libre-échange continentale, croissance verte

La révolution numérique et industrielle, le nouvel accord de zone de libre-échange de l'Afrique et la croissance verte ont également été abordés au cours de la session, tout comme d'autres secteurs offrant un bon potentiel d'investissement. Shanmugaratnam a souligné que les petites et moyennes entreprises étaient un secteur négligé en raison du risque perçu qui leur était associé. « L'Afrique est à l'aube d'une révolution de la connectivité... c'est une énorme opportunité », a-t-il déclaré. Il a donné l'exemple d'une plate-forme pilote innovante que Singapour avait signée avec la Banque du Ghana, qui met en relation les petites et moyennes entreprises avec les créanciers et fournit un échange gratuit d'informations. Adesina a déclaré que l'investisse-

ment de la Banque africaine de développement dans la formation des générations futures grâce à l'initiative de codage pour l'emploi était un exemple de son engagement à investir dans le capital humain en tant que ressource la plus importante. Avec la propagation rapide des services bancaires par téléphone mobile, l'Afrique a fait preuve d'innovation dans les technologies financières et a révolutionné les systèmes de paiement. Les systèmes de paiement mobile comme Mpesa en Afrique de l'Est sont les leaders mondiaux, a déclaré Adesina. « Quatre-vingt pour cent des petites et moyennes entreprises possèdent des comptes numériques... prêtez attention à cet espace », a-t-il ajouté. Interrogé sur l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine, qui crée la plus grande zone de libre-échange au monde, Adesina a déclaré : « L'AFCTA ne sera pas seulement une zone de consommation. Ce doit être une zone de fabrication. Grâce à ses initiatives et politiques, la Banque africaine de développement « stimule une croissance qui ne comprend pas l'environnement et lutte contre le changement climatique », a ajouté Adesina. Organisé par Enterprise Singapore, l'Africa Singapore Business Forum est la première plate-forme pour promouvoir les échanges commerciaux et le leadership éclairé entre l'Afrique et l'Asie. Il a réuni plus de 2 000 dirigeants d'entreprises et de gouvernements de 30 pays pour explorer des partenariats et des opportunités de croissance entre les deux parties.

**Maintien de la paix****L'ONU a décidé de faire davantage usage d'outils numériques**

Avec le développement accéléré des technologies de l'information et de la communication, les sources de conflits ont pris de nouvelles formes à travers le monde. Anticiper sur ces derniers en tirant parti de l'innovation est le choix stratégique adopté par les Nations unies.

L'Organisation des Nations unies (ONU) a décidé la semaine dernière de faire davantage usage d'outils numériques pour accomplir avec plus d'efficacité ses missions de maintien de la paix à travers le monde. Antonio Guterres (photo), le secrétaire général de l'Organisation, l'a révélé durant un débat du Conseil de sécurité consacré à la technologie et au maintien de la paix. C'est d'ailleurs à l'occasion de cet échange qu'il a officiellement lancé la stratégie de transformation numérique du maintien de la paix. Elle tourne autour de quatre axes. « Premièrement, nous devons stimuler l'innovation technologique au siège et sur le terrain. Deuxièmement, nous devons maximiser le potentiel des technologies actuelles et nouvelles pour augmenter la capacité des missions à s'acquitter efficacement de leurs mandats », a expliqué Antonio Guterres. « Troisièmement, les opérations de paix devraient être en mesure de détecter, d'analyser et de traiter les menaces contre les civils, les soldats de la paix et les missions humanitaires et



politiques de manière opportune et intégrée. Quatrièmement, nous devons garantir l'utilisation responsable des technologies numériques par les opérations de paix en élaborant des principes clairs et en faisant preuve de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme partout où il existe un risque de préjudice », a-t-il ajouté. La stratégie de transformation numérique du maintien de la paix du secrétaire général a été initiée en 2018. Elle capitalisera sur des initiatives numériques déjà en cours à l'échelle du système des Nations unies pour protéger plus de 90 000 Casques bleus à travers 12 opérations. Elle contribuera à anticiper sur les sources de conflit. Entre les médias sociaux, le télé-

phone portable et Internet, pour ne citer que ceux-ci, les menaces à la paix ont pris de nouvelles formes. Les messages de haine, les fausses informations, l'incitation à la violence, les atteintes aux libertés fondamentales se sont multipliés. L'ONU a décidé de faire usage des mêmes outils et plus encore, notamment les drones, l'intelligence artificielle, la biotechnologie, la blockchain, la robotique « pour accélérer la réalisation de l'Agenda 2030 de développement durable et pour faciliter leur alignement sur les valeurs inscrites dans la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les normes et standards du droit international ».

Avec Agence Ecofin

Assurance du Commerce en Afrique**Le Sénégal signe l'Accord de Participation de l'ACA**

La République du Sénégal et l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) ont conclu et signé aujourd'hui un Accord de participation, la dernière condition préalable à l'adhésion du gouvernement du Sénégal à l'ACA. L'Accord de participation sera suivi du versement d'une contribution de 15 millions d'euros à l'ACA par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au nom du gouvernement du Sénégal, par suite d'un accord de financement conclu et signé entre le Sénégal et la BEI en octobre 2020.

L'Adhésion à l'ACA permettra au Sénégal d'attirer des financements à des taux concurrentiels et à plus long terme. La notation de catégorie investissement de l'ACA permet d'atténuer les risques d'investissement et d'obtenir une capacité d'assurance-investissement pour couvrir d'importants emprunts, ce qui permet au Sénégal de satisfaire les conditions des prêteurs et investisseurs internationaux. L'ACA est de plus en plus considérée comme un partenaire de développement stratégique pour les gouvernements africains, assurant entre 1 et 2% du PIB annuel de ses États membres et participant à certains des plus grands projets stratégiques de développement du continent en vue de stimuler l'investissement et le commerce intra-africain à l'appui de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA).

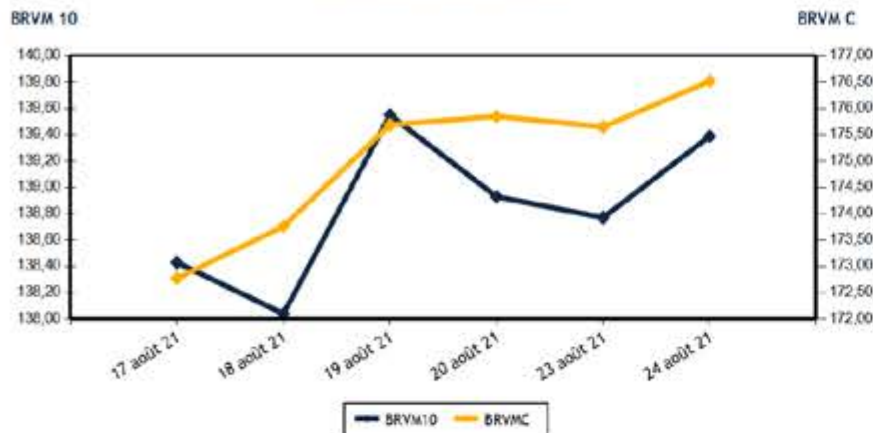
L'adhésion du Sénégal à l'ACA s'inscrit dans le plan stratégique du pays (2019-2023) qui vise à contribuer à la réalisation de la stratégie nationale de développement socio-économique du gouvernement. En outre, les secteurs privé et public locaux bénéficieront également de la disposition de solutions d'assurance innovantes pour soutenir le commerce et les investissements, et renforceront également l'accès du Sénégal aux investissements directs étrangers (IDE) pour la croissance économique du pays. L'exposition actuelle de l'ACA au Sénégal s'élève à 21 millions d'USD, grâce au mandat panafricain de l'ACA qui lui permet de soutenir des transactions stratégiques dans des pays non-membres. Cette exposition brute est prévue d'augmenter au cours des prochaines années, vu que les requêtes commerciales provenant du

Sénégal s'élèvent à plus de 4 milliards d'USD – couvrant principalement les secteurs de la finance, de l'énergie et des infrastructures. La ratification et la signature du traité de l'ACA en mars 2020 par le Président du Sénégal, S.E. Macky Sall, confère à l'ACA un statut de créancier privilégié au Sénégal, reconnaissant le rôle de l'ACA comme assureur de dernier recours et par conséquent, la nécessité de rembourser l'ACA toutes les réclamations et recouvrements effectués dans le cadre des obligations ou défauts souverains. Les gouvernements de l'Angola, du Burkina Faso, du Cameroun, de l'Égypte et du Tchad devraient également devenir membres de l'ACA dans les prochains mois, alors qu'ils s'efforcent de finaliser les diverses conditions d'adhésion

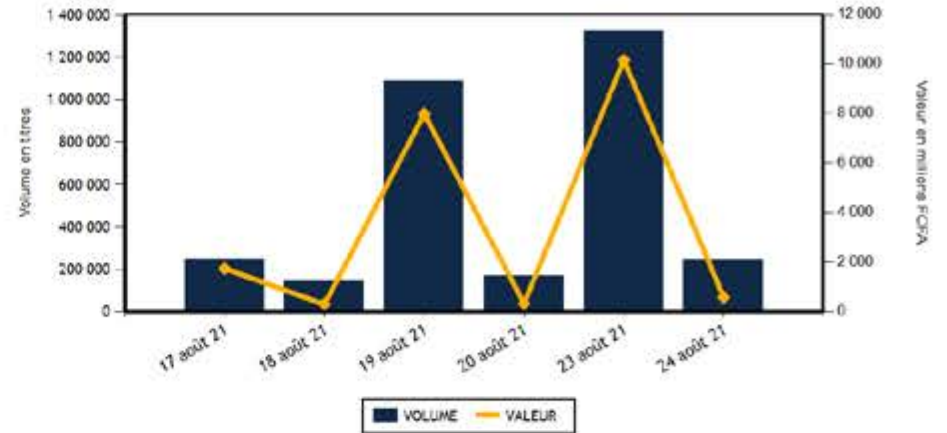
Avec financialafrik.com

BRVM 10		139,39	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE		BRVM Composite		176,52
Variation Jour		↑ 0,45 %	N° 162 mardi 24 août 2021 Site : www.brvm.org		Variation Jour		↑ 0,50 %
Variation annuelle		↑ 6,50 %			Variation annuelle		↑ 21,43 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 312 244 841 466	0,49 %
Volume échangé (Actions & Droits)	241 311	-25,75 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	584 885 254	175,81 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	16,67 %
Nombre de titres en baisse	14	40,00 %
Nombre de titres inchangés	8	-46,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 290	7,50 %	158,00 %
SOGB CI (SOGC)	3 980	7,42 %	69,36 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	585	7,34 %	154,35 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	2 000	6,95 %	77,78 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 645	6,90 %	25,71 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 917 452 728 031	-0,05 %
Volume échangé	26	-100,00 %
Valeur transigée (FCFA)	260 000	-100,00 %
Nombre de titres transigés	1	-87,50 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	129 505	-7,50 %	154,43 %
SODE CI (SDCC)	4 300	-4,44 %	43,81 %
BERNABE CI (BNBC)	1 670	-3,19 %	178,33 %
CIE CI (CIEC)	2 100	-3,00 %	40,00 %
BICI CI (BICC)	6 000	-2,76 %	-10,18 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	91,15	-2,57 %	151,45 %	26 925	50 690 475	19,58
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	448,16	-0,51 %	9,18 %	14 471	92 670 480	7,90
BRVM - FINANCES	15	64,73	1,74 %	7,90 %	144 923	292 922 639	13,77
BRVM - TRANSPORT	2	455,07	0,00 %	20,17 %	6 330	11 835 530	7,57
BRVM - AGRICULTURE	5	182,02	4,14 %	110,33 %	23 929	91 894 010	11,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	320,50	0,64 %	41,54 %	23 290	43 944 670	19,65
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	132,14 %	1 443	927 450	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,40	
Taux de rendement moyen du marché	6,76	
Taux de rentabilité moyen du marché	9,01	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	236 637,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 332 853 390,06	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,62	
Ratio moyen de satisfaction	35,04	
Ratio moyen de tendance	2 169,51	
Ratio moyen de couverture	4,61	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	2,87	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3,002,040,000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 220435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE - Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Relance post-Covid

L'Espagne présente sa réforme pour indexer les retraites sur l'inflation

Pour bénéficier de fonds de relance post-Covid, l'Espagne doit réformer les retraites. Le plan de Madrid? Indexer sur l'inflation et arrêter de travailler plus tard.

Le gouvernement de gauche espagnol a présenté, mardi, son projet de loi sur les retraites, qui prévoit de revaloriser les pensions en les indexant sur l'inflation, de pénaliser les retraites anticipées et d'inciter financièrement les salariés à travailler plus longtemps. La réforme des retraites est l'une des conditions posées par la Commission européenne pour que l'Espagne puisse continuer à bénéficier des fonds du mégaplan de relance post-Covid. «Ces mesures viennent garantir le pouvoir d'achat des retraités, qui se trouvaient dans l'incertitude depuis la réforme de 2013», élaborée en pleine cure d'austérité par le gouvernement conservateur de l'époque, a déclaré la porte-parole du gouvernement, Isabel Rodríguez, lors d'une conférence de presse.

Chaque début d'année

En 2018, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, confronté à de vastes manifestations de retraités, s'était résolu à augmenter temporairement les pensions en lien avec l'inflation, après avoir interdit ce mécanisme en 2013. Le projet de loi du gouvernement du socialiste Pedro Sánchez prévoit d'augmenter les pensions de retraite chaque année, au 1er janvier, «en accord avec l'inflation moyenne annuelle enregistrée lors de l'exercice précédent». En cas de baisse



des prix, le montant des pensions restera inchangé. De nombreux économistes estiment qu'une telle mesure n'est pas tenable pour les finances publiques espagnoles, alors que le déficit de la Sécurité sociale atteignait près de 30 milliards d'euros (un peu plus de 32 milliards de francs) fin 2020.

Retraite anticipée, montant réduit

Le gouvernement veut aussi inciter les salariés à repousser leur départ. La réforme de 2013 prévoyait déjà une augmentation progressive de l'âge minimum de départ à la retraite, actuellement d'environ 65 ans, jusqu'à atteindre 67 ans en 2027. Pour maintenir ce cap, le projet de loi prévoit plusieurs types d'incitations financières pour les personnes repoussant leur départ, dont le versement d'un chèque pouvant aller jusqu'à 12'000 euros (un peu moins de 13'000 francs) par

année supplémentaire travaillée. À l'inverse, le montant de la pension sera réduit en cas de départ anticipé à la retraite. Le gouvernement espère faire approuver la loi par le Parlement d'ici à la fin de l'année. L'automne sera consacré à des négociations sociales sur le volet le plus sensible du système des retraites, celui du «facteur de durabilité», c'est-à-dire le coefficient permettant d'ajuster le montant des pensions à l'allongement de l'espérance de vie. Pour garantir la viabilité du système, de nombreux spécialistes estiment qu'il faudrait baisser les pensions.

Peu de naissances

Le problème des retraites est rendu particulièrement aigu en Espagne par la démographie, le pays combinant le deuxième taux de natalité le plus bas d'Europe (1,23 enfant par femme) avec une grande longévité, supérieure à 83 ans en moyenne.

(AFP)

Genève

Le salon de l'auto se dédouble pour rouler au Qatar

Le Geneva International Motor Show annonce un accord avec l'émirat qatari. En plus de la traditionnelle manifestation à Palexpo, une édition aura lieu tous les deux ans à Doha.

C'est désormais officiel: la grand-messe genevoise de la voiture a signé un partenariat avec Qatar Tourism. Cet accord, annoncé mercredi, prévoit la création d'une deuxième version du Geneva International Motor Show (GIMS), mais cette fois à Doha. En clair, le Salon de l'auto continuera à investir Palexpo chaque année (la prochaine cuvée aura lieu en février 2022), mais il y aura en parallèle une édition dans la capitale qatari, tous les deux ans. La première aura lieu en automne 2022 ou 2023. Les dates précises devraient être annoncées ces prochaines semaines. «Cette plateforme deviendra un nouveau salon automobile de renommée mondiale pour le



• Salon de l'Auto de Geneve 2010. Ce mardi 08 mars à Palexpo. © Christian Brun

Moyen-Orient», ont souligné les organisateurs. Un accord avec le Qatar était évoqué depuis plusieurs mois, alors que le salon de l'auto a traversé une période de grosses turbulences ces derniers temps. En raison de la pandémie et de la crise du secteur automobile, les éditions 2020

et 2021 ont été annulées. Par ailleurs, la proposition de l'Etat de Genève de renflouer la manifestation ne s'était pas concrétisée, et la reprise annoncée de la manifestation par Palexpo avait finalement échoué.

(dra)

Vie privée

La Chine régule la collecte de données personnelles en ligne

Le gouvernement chinois a adopté une loi pour limiter la collecte d'informations personnelles par les entreprises publiques ou privées. Mais l'Etat n'est pas concerné.

La Chine a adopté vendredi une grande loi pour empêcher les collectes abusives de données personnelles en ligne par les géants du numérique, déjà dans le collimateur des autorités ces derniers mois à ce sujet. Le texte arrive en réaction à la recrudescence ces dernières années des escroqueries sur internet, mais surtout à l'inquiétude croissante des consommateurs face aux fuites de données. En vertu de la nouvelle loi, votée par le comité permanent du Parlement chinois, les entreprises publiques et privées devront réduire leur collecte d'informations personnelles des citoyens et obtenir leur consentement préalable. La loi entrera en vigueur le 1er novembre. Elle devrait encore faire davantage rentrer dans le rang les entreprises technologiques telles Didi (réservation de véhicules avec chauffeur) ou Tencent (jeux vidéo), déjà visées ces derniers mois pour collecte abusive de données. Sans surprise, les actions des principaux géants nationaux du numérique comme Alibaba (vente en ligne) ou Tencent ont chuté vendredi après l'adoption du texte. La loi vise à empêcher «l'utilisation de données personnelles à des fins de profilage des utilisateurs», avait déclaré en début de semaine un porte-parole du Parlement à l'agence de presse Chine nouvelle.

«Un des plus stricts au monde»

Elle entend notamment lutter contre la «discrimination algorithmique», une pratique courante chez les entreprises de vente en ligne qui, pour un même service, proposent des prix différents aux utilisateurs en fonction de leur historique d'achats. La nouvelle loi chinoise s'inspire de celle de l'Union européenne (UE), déjà connue pour restreindre fortement les collectes effectuées par les géants du numérique. «Ce nouveau système chinois en matière de vie privée est l'un des plus stricts au monde», a indiqué Kendra Schaefer, spécialiste des nouvelles technologies au cabinet Trivium China. «Avec ce texte, la Chine ne regarde pas à court terme» mais «cherche à établir les bases de l'économie numérique pour les 40 à 50 prochaines années», souligne-t-elle. Parmi les autres dispositions, le texte indique que les informations personnelles des citoyens chinois ne pourront pas être transférées vers des pays ayant des normes inférieures à la Chine dans ce domaine. Une interdiction qui pourrait poser des soucis aux entreprises étrangères. «Tout le monde est dans l'expectative à ce sujet», estime Kendra Schaefer. «Cela pourrait constituer un casse-tête géopolitique, car les Etats-Unis n'ont par exemple pas de loi nationale sur la vie privée» et les données en ligne, souligne-t-elle. En clair, les entreprises ne pourront a priori pas transférer les données incriminées



vers le territoire américain et devront se tourner vers d'autres pays.

Etat chinois pas concerné

En cas de non-respect des nouvelles règles, les sociétés s'exposent à des amendes pouvant atteindre 50 millions de yuans (6,6 millions d'euros) ou même 5% de leur chiffre d'affaires annuel. Pour les infractions les plus graves, les autorités pourront priver les entreprises de leur licence commerciale, voire les contraindre à fermer définitivement. La loi estime que les informations sensibles comme l'appartenance ethnique, la religion ou la localisation d'une personne peuvent conduire à des «discriminations» et «menacer la sécurité» des individus. L'Etat n'est pas concerné par le nouveau texte: il pourra continuer à recueillir une grande quantité de données, notamment pour traquer toute dissidence politique ou appliquer sa draconienne politique sécuritaire dans la région troublée du Xinjiang (nord-ouest). Les villes chinoises sont déjà truffées de caméras de surveillance, dont certaines sont équipées d'un système de reconnaissance faciale.

(AFP)

Internet spatial

Lancement de 34 nouveaux satellites britanniques

Dans la nuit de samedi à dimanche, une fusée Soyouz a décollé de Baïkonour avec à son bord des satellites destinés à la constellation de l'opérateur OneWeb.

Une fusée russe Soyouz, opérée par l'européen Arianespace, a lancé dans la nuit de samedi à dimanche 34 nouveaux satellites de l'opérateur britannique OneWeb, qui déploie une constellation pour fournir un internet haut débit partout dans le monde. La fusée a décollé «avec succès» à 0 h 13 (heure suisse) samedi du cosmodrome russe de Baïkonour au Kazakhstan, a indiqué l'Agence spatiale russe (Roscosmos) dans un communiqué. Il s'agit du cinquième lancement de sa-

tellites OneWeb cette année, environ deux mois après celui du 1er juillet. Au total, avec cette dernière mission, 288 satellites seront désormais en orbite pour cette constellation.

Elon Musk et Jeff Bezos aussi dans la course aux satellites

OneWeb, détenu par le gouvernement britannique avec l'indien Bharti, prévoit un internet mondial opérationnel fin 2022 grâce à un réseau de 650 satellites. En vertu d'un contrat avec l'européen Arianespace confirmé

en septembre 2020, 16 tirs de Soyouz étaient prévus entre décembre 2020 et fin 2022 pour achever le réseau. Plusieurs projets en vue de mettre en place des constellations fournissant, de l'espace, un internet global sont en cours de réalisation. Le milliardaire américain Elon Musk, patron de la société spatiale SpaceX, a déjà mis en orbite à cette fin plus de 1500 satellites pour créer le réseau Starlink. Le fondateur d'Amazon, l'Américain Jeff Bezos, a de son côté un projet similaire baptisé Kuiper.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE *finance*

Bélier Jupiter, au lieu de vous aider à améliorer votre situation financière, va soit vous souffler des envies d'achats qui pourraient vous mettre sur la paille, soit provoquer une avalanche de vieilles dettes oubliées auxquelles vous devrez maintenant faire face. Prudence, donc !

Taureau Cet aspect de Saturne n'encouragera pas à un optimisme excessif en matière financière. Certes, vous ne roulerez pas dans l'or, mais vous devriez vous en sortir si vous restez raisonnable.

Gémeaux Vous vous trouverez assailli de toutes parts par de graves soucis matériels : charges, frais, capitaux prêtés, héritages, responsabilités financières, etc. Tout cela pourra vous conduire à vous replier sur vous-même en ressassant des pensées funestes. Il faudra réagir énergiquement contre cette atmosphère trop enfermée et débilante par divers moyens, par exemple en fréquentant des milieux jeunes et dynamiques.

Cancer Tout ira bien sur le plan financier si vous vous montrez raisonnable et évitez de dépenser des fortunes pour satisfaire vos envies passagères. Dans le cas contraire, vous risquez de vous mettre en mauvaise posture et d'avoir ensuite bien du mal à rééquilibrer votre budget.

Lion De sérieux problèmes risquent de se poser à vous si vous avez fait vos déclarations fiscales à la légère. Cela pourra aller de la simple rectification d'office à la vérification musclée qui vous mettra les nerfs en pelote.

Vierge Ne comptez pas trop sur les banques. Elles pourraient bloquer un projet qui demande un trop gros prêt. Il vaudrait mieux attendre pour ce genre de transaction d'avoir plus d'atouts et de garanties. Le climat astral ne vous sera d'ailleurs pas très favorable.

Balance Plus que jamais vous serez tenté de gérer vos finances à coups d'inspiration. Mercure en sera partiellement responsable, il faut bien le reconnaître. Il vous faudra beaucoup de maîtrise de vous-même pour résister à vos impulsions déraisonnables, pour ne pas jeter votre argent par la fenêtre.

Scorpion Aujourd'hui, vous serez totalement soutenu par Mercure, la planète de la chance pure et des gains inattendus. Comme cette planète sera en plus en harmonie avec d'autres planètes positives, cela autorise tous les espoirs. Vous pourrez tenter votre chance au Loto ou écumer les casinos !

Sagittaire Si l'offensive est la meilleure défensive, comme le proclament les stratèges, vous feriez bien de porter vos efforts sur l'acquisition de nouveaux biens au lieu de vous installer dans la défense des avantages acquis. Et pour gérer vos affaires au mieux de vos intérêts, faites preuve d'initiative plutôt que de méfiance systématique.

Capricorne Les bons aspects de Mercure vous brancheront sur un courant de chance. Vous aurez de l'intuition pour dénicher de bonnes affaires, vous ferez une rencontre profitable, ou vous bénéficierez probablement d'un dégrèvement d'impôt.

Verseau Plusieurs influx astraux se combineront pour vous aider à améliorer vos revenus. D'un côté, le Soleil vous vaudra un net courant de chance. De plus, Mercure sera aussi bénéfique sur le plan financier. Ce sera donc le moment ou jamais de demander une prime quelconque.

Poissons Journée très instable concernant vos finances. Gardez-vous de prendre des décisions en ce moment, tout au moins celles qui vous engageront personnellement. Suivez les conseils d'un Cancer ou d'un Scorpion.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance,
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)

128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.

Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Erosion côtière

Le sous-segment Gbodjomé Sanvee-Kondji au cœur d'une EIES

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari, et son collègue Kokou Tengue de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, ont ouvert le 23 août 2021 à Agbodrafo dans la préfecture des Lacs, un atelier de validation du rapport d'étude d'impact environnemental et social (EIES) approfondie du sous-segment Gbodjomé Sanvee-Kondji.

● Eyram AKAKPO

Pour venir à bout de l'érosion côtière au Togo, le gouvernement a élaboré le projet d'investissement et de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Dans sa mise en œuvre, il est prévu la construction des infrastructures de protection constituées des épis et des chargements en sable par endroit. Pour aider les populations victimes de l'érosion à quitter ces endroits et de se faire une nouvelle vie, le gouvernement et son partenaire la Banque mondiale ont ordonné une étude d'impact environnemental et social (EIES) approfondie du sous-segment Gbodjomé Sanvee-Kondji dont le rapport a été soumis à validation. Selon le ministère en charge de l'environnement, il « s'agit pour les membres du comité ad'hoc d'évaluation, de vérifier l'exactitude des données physiques recenser sur le terrain, de relever les impacts négatifs et de proposer les mesures d'atténuation et de s'assurer que les points de vues des bénéficiaires sont pris en compte dans le rapport. » Pour le ministre Tengue, le projet a pour but d'arrêter l'avancée de la mer et de mettre en valeur le littoral togolais, afin d'en tirer tous les bénéfices économiques. Aussi, a-t-il ajouté que la validation dudit rapport balise la voie au démarrage des travaux prévus dans le mois d'octobre 2021. Le souci du gouvernement dans ce projet est double. Réaliser les infrastructures de protection et trouver des solutions au cas par cas aux personnes affectées et à leurs biens. Le Plan d'Action de Réinstallation qui sera validé s'inscrit dans la vision du gouvernement, a dit le ministre FOLI-BAZI, celle de sortir les populations du littoral de leur précarité. Pour cela a ajouté le ministre l'accompagnement va leur



permettre de reprendre les activités économiques. Selon les responsables de l'Agence Nationale de Gestion de l'environnement, parmi les 200 personnes recensées, certaines seront indemnisées, d'autres réinstallées ou accompagnées. Une fois les propositions examinées et adoptées, elles seront transmises à la Commission d'Expropriation (COMEX) pour la suite du processus. Pour la première phase des grands travaux, sept (7) épis seront construits entre Gbodjomé et Kpémé et 7 autres réhabilités derrière la mairie d'Aného avec un rechargement en sable.

Agriculture

Duddal, bibliothèque numérique Un réservoir de connaissances en ligne pour permettre aux acteurs du monde agricole de se ressourcer et de profiter des expériences d'autres agriculteurs. Cette bibliothèque numérique, ouverte et collaborative a été mise en place en faveur des agriculteurs du Niger grâce à l'appui de la coopération allemande (GIZ). Le directeur général de l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI), Ibrahima Guimba Saidou, a expliqué que Duddal rentre dans le cadre de la stratégie Niger 2.0 dont l'objectif ultime est de "moderniser le monde rural en lui offrant les outils et les moyens

de rehausser la production agricole afin d'améliorer le cadre de vie des populations rurales". "C'est une priorité du gouvernement, car au Niger, le secteur rural constitue 40 % du PIB et occupe 80 % de la population", a-t-il déclaré.

Un carrefour de savoirs

Duddal est un nom peulh (fulfuldè), l'une des langues parlées au Niger. Il a été choisi pour rendre l'idée d'un carrefour de savoirs. La création de ce portail est née du constat fait par les autorités nigériennes concernant l'insuffisance des données qui doivent permettre d'informer les acteurs sur les risques d'insécurité alimentaire. Des guides techniques, des manuels de formation, et des informations sur plusieurs sujets ayant trait aux techniques agricoles, à l'élevage etc. sont disponibles sur Duddal. Cet outil permet de consulter et télécharger des ressources techniques et pédagogiques de différentes natures dans le champ de la petite irrigation et du développement rural (posters, fiches techniques, rapports, études, cartes, émissions de radios, dossiers photographiques, vidéos,). Pour finir, les acteurs du monde agricole au Niger sont invités à enrichir cette bibliothèque virtuelle en proposant à la communauté de nouvelles ressources à cataloguer, à l'aide du formulaire prévu . Avec agridigitale.net

Tottenham, Manchester City

Harry Kane met fin au suspens !

Désireux de partir sous d'autres cieux en début de mercato, Harry Kane s'est heurté à l'intransigeance de Tottenham. Le buteur anglais s'est fait une raison. Il l'a annoncé publiquement.

Le feuilleton de l'été outre-Manche s'apprête à prendre fin. Longtemps, Harry Kane (28 ans) a espéré que Tottenham lui ouvre la porte, lui qui souhaitait découvrir un nouvel environnement et, surtout, rejoindre une écurie capable de lui offrir des titres à inscrire sur son CV. Manchester City s'est d'ailleurs clairement positionné. Les Citizens, qui ont déjà mis le paquet pour s'offrir Jack Grealish (117 M€ versés à Aston Villa), semblaient disposés à mettre encore plus d'argent sur la table (jusqu'à 150 M€) pour attirer le buteur des Three Lions, emballé par ce nouveau challenge. Mais jamais les Spurs n'ont répondu favorablement, fixant un prix exorbitant (175 M€) pour démarrer les négociations avec les champions d'Angleterre.

Feuilleton terminé

La saison a repris au Royaume de Sa Majesté et l'international anglais (61 sélections, 38 réalisations) a visiblement fait le deuil de son



● Harry Kane a réalisé un triplé ce soir. ©Maxppp

transfert cet été. Selon les informations du Daily Mail, ce dernier semble s'être fait une raison, étant prêt à accepter de repartir pour un exercice avec le club londonien. Face à l'intransigeance de son patron Daniel Levy, il s'est fait à l'idée de rester, espérant désormais pouvoir pleinement se concentrer sur le sportif. Une information confirmée par le joueur lui-même sur ses réseaux sociaux. «Je vais rester à Tottenham cet été et serai concentré à 100% pour aider l'équipe à gagner», a-

t-il posté sur Twitter, remerciant ses supporters pour leur accueil lors du dernier match à domicile contre Wolverhampton (1-0, 2e journée de Premier League). Le message est passé. Les Skyblues de Pep Guardiola, de leur côté, pourraient de fait ne pas recruter en attaque cet été et attendre l'été prochain pour se lancer à l'assaut d'un certain Erling Haaland (21 ans, Borussia Dortmund), explique le Mail. Le train est passé.

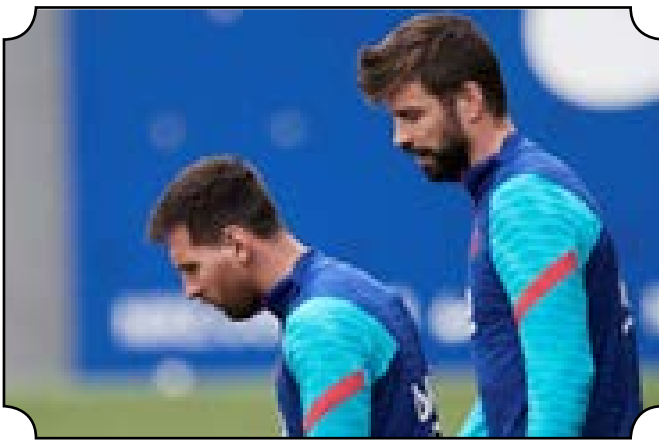
Avec footmercato.net

Football

Gerard Piqué achète les droits TV de la Ligue 1

Les quelques suiveurs du championnat de France habitant en Espagne n'avaient pour l'instant pas pu regarder - légalement du moins - les trois premières journées de compétition.

La Ligue 1 n'avait effectivement pas encore de diffuseur dans le pays, mais c'est désormais chose faite. Ainsi, comme l'explique le site spécialisé 2Playbook, le groupe Kosmos dont Gerard Piqué est le propriétaire et président a acheté les droits de diffusion du championnat de France pour les trois prochaines saisons. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé, mais Movistar, qui détenait les droits avant, payait moins de 2,5 millions d'euros annuels pour diffuser les rencontres de Ligue 1. Kosmos négocie



● Messi et Piqué lors d'un entraînement ©Maxppp

maintenant avec des diffuseurs pour la programmation et la diffusion des rencontres. Pour rappel, Piqué avait déjà racheté les droits TV de la

Copa América pour diffuser la compétition sur Twitch en Espagne.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

**LA MAIN DU MARBRE****WWW.LAMAINDUMARBRE.COM****contact@lomaindumarbre.com****+228 918 943 13/921 408 56**